



# Solidarité internationale et soutien aux prisonniers politiques à travers le Secours Rouge International (1922-1939)

par *Corentin Lahu*

*International Solidarity and Support to the Political Prisoners Through the International Red Aid (1922-1939)*

Founded by Comintern in 1922, International Red Aid (IRA) was one of the most active organizations in the communist galaxy. It was in charge of bringing international solidarity on different levels (from local to international, from the center to the peripheries) and throughout the interwar period. Its national sections offered material, moral and legal assistance to political prisoners and revolutionary activists who were victims of “white terror” and “class justice” in capitalist countries. The IRA has been at the origin of major transnational solidarity campaigns that have marked world public opinion, from protest actions against the execution of Sacco and Vanzetti to mobilizations in defense of Republican Spain.

*Keywords:* Solidarity, Repression, Internationalism, White Terror, Red Aid.

Tout au long de l’entre-deux-guerres, les organisations communistes sont la cible des autorités dans une large partie du monde. Sous des formes et une intensité qui varient selon la temporalité politique et la nature des régimes – dictatures, gouvernements autoritaires ou démocraties libérales –, la répression façonne l’univers militant et influe sur les stratégies déployées par les communistes. Dans l’activité quotidienne des militants, chaque acte même le plus banal – distribuer un tract, coller une affiche, participer à une réunion, manifester, rédiger un article polémique, haranguer une foule, fredonner un chant révolutionnaire, déployer un drapeau rouge... – peut être le prélude à une mesure répressive, quand ne sont pas criminalisés l’appartenance même ou le soutien à une organisation communiste.

Pour briser l'action militante, la répression a ses traductions concrètes, qui puisent dans un vaste répertoire coercitif: surveillance des activités quotidiennes, brutalités et charges policières (voire assauts armés), arrestations, poursuites et condamnations judiciaires, amendes, emprisonnements, exécutions (judiciaires ou extrajudiciaires), expulsions de militants étrangers, saisies de journaux, interdictions de certaines organisations... Elle peut s'exercer enfin sur des terrains extérieurs aux espaces traditionnels du débat politique, sur les lieux de travail (sanctions disciplinaires ou licenciements pour contenir l'action gréviste ou syndicale), ou aux confins des empires, en cas de mise en cause de l'ordre colonial dominant.

Au tournant des années 1920, le reflux des mouvements révolutionnaires nés dans le sillage d'Octobre est suivi en Europe d'une intense vague de répression à l'égard des communistes. Dans ce nouveau contexte, les dirigeants de l'Internationale communiste (IC ou Komintern) doivent opérer un mouvement de repli stratégique. Le 3<sup>e</sup> congrès du Komintern, à l'été 1921, avance en conséquence l'objectif de la « conquête des masses », qui passe par le développement d'organisations dites « auxiliaires » ou « satellites » des partis communistes. Empruntant aux traditions bolchévique et de la social-démocratie allemande, ces « organisations de masses » sont conçues pour faciliter la pénétration des idées communistes auprès d'un public plus large, dépassant le cercle des militants, tout en étant « capables de disputer leur influence aux mouvements dits réformistes »<sup>1</sup>. Chacune de ces structures se spécialise dans un domaine spécifique du champ social et politique (culture, arts, anti-impérialisme, antifascisme...) ou s'adresse à des publics particuliers (jeunes, femmes, anciens combattants, paysans...). C'est dans ce cadre que sont constituées deux organisations vouées à la solidarité internationale : le Secours ouvrier international (SOI) en 1921 puis le Secours rouge international (SRI), dont la fondation est annoncée par le 4<sup>e</sup> congrès du Komintern en 1922.

À la différence du SOI, chargé de venir en aide aux familles ouvrières pendant les grèves et lors de catastrophes naturelles ou sociales, le SRI agit en faveur des victimes de la « répression bourgeoise » et de la « justice de classe ». Constitué en sections nationales, il organise sous diverses formes – matérielle, morale, politique et judiciaire – le soutien

---

<sup>1</sup> S. Wolikow, *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Les Éditions de l'Atelier/ Les Éditions ouvrières, Paris 2010, p. 38.

aux acteurs du mouvement ouvrier et révolutionnaire réprimés dans le cadre de leur activité militante.

Nous souhaitons retracer à grands traits dans ce texte l'histoire de cette organisation internationale, de sa fondation à la fin de l'année 1922 jusqu'à la veille de la Seconde guerre mondiale, à l'automne 1939. Sans perdre de vue les rapports étroits que le SRI entretient avec le Komintern, nous voulons mettre en lumière le fonctionnement international du Secours rouge, sa structure, ses activités, tout en présentant les grandes campagnes de solidarité qui ont jalonné son existence. Si notre approche est générale, en s'intéressant au SRI au niveau mondial, notre analyse ne peut faire l'impasse sur les rapports entre centre et périphéries, et les jeux d'échelles entre national et international. À cet égard, compte-tenu de notre proximité avec la section française du SRI (qui fait l'objet d'une thèse en cours de préparation<sup>2</sup>), le prisme français est privilégié, même si notre démarche se veut transnationale.

Tout en puisant dans quelques rares et généralement anciens travaux qui ont porté sur le SRI à l'échelle internationale<sup>3</sup>, cette contribution s'appuie aussi sur des études plus récentes menées sur certaines sections nationales, notamment espagnole ou russe<sup>4</sup>. Cette recherche bénéficie également de l'accès désormais ouvert aux archives du SRI et de l'IC<sup>5</sup> et, pour ce qui concerne la section française, des archives étatiques de la surveillance et de la répression policière. Les brochures publiées en langue

<sup>2</sup> Thèse en cours de préparation à l'Université de Bourgogne, sous la direction de J. Vigneux.

<sup>3</sup> Voir notamment E.H. Carr, *A history of soviet Russia. Socialism in one country, 1924-1926*, vol. III, Part 2, Macmillan, London 1964, pp. 949-52; Id., *Foundations of a planned economy, 1926-1929*, vol. III, Macmillan, London 1976, pp. 276-80; C. Natoli, *Pour une histoire comparée des organisations communistes de solidarité: le Secours ouvrier international et le Secours rouge international*, in J. Gotovitch, A. Morelli (dir.), *Les solidarités internationales. Histoire et perspectives*, Editions Labor, Bruxelles 2003, pp. 17-42; J.M. Ryle, *International Red Aid and Comintern Strategy, 1922-1926*, in "International Review of Social History", xv, 1970, 1, pp. 43-68.

<sup>4</sup> L. Branciforte, *El Socorro Rojo Internacional (1923-1939). Relatos de la solidaridad antifascista*, Biblioteca Nueva, Madrid 2011; F. Caestecker, *Red Aid, a non-accommodating NGO challenging the power of the West-European states to deny protection to undeserving refugees, 1933-1935*, in "Journal of migration history", v, 2019, 2, pp. 304-31; A.J. Gleb, *The USSR Section of the International Red Aid (mopr): The Institutionalisation of International Solidarity in Interwar Soviet Society*, in H. Weiss (ed.), *International Communism and Transnational Solidarity. Radical Networks, Mass Movements and Global Politics, 1919-1939*, Brill, Leiden 2016, pp. 89-129.

<sup>5</sup> Conservées au Russian State Archive of Socio-Political History (RGASPI) à Moscou. Une partie de ces archives, aujourd'hui numérisée, est accessible en ligne sur le portail Pandor de la MSH de Dijon: <https://pandor.u-bourgogne.fr/> (consulté le 3 janvier 2021).

française par le SRI, ainsi que plusieurs organes de presse communistes nationaux ou internationaux, comme “La Correspondance internationale”, “L’Humanité” ou “La Défense” (organe de la section française du SRI) ont aussi été utilisés.

Ayant opté pour une approche chronologique, nous revenons dans un premier temps sur la naissance et la première phase de développement du SRI. Nous nous intéressons ensuite aux années 1927-1934, caractérisées dans le monde par une intensification des tensions politiques et sociales et par la radicalisation du mouvement communiste. Enfin, l’étude de la dense période qui s’étend de 1934 à 1939 nous permet de mettre en évidence les profondes transformations qui affectent le SRI, dont les activités sont désormais structurées par les enjeux de l’antifascisme et de la mise en œuvre de la stratégie de front populaire.

### **Naissance et premiers pas du SRI (1922-1927)**

Des organisations de solidarité spécialisées dans le secours aux victimes de la répression préexistent dans plusieurs pays avant même la fondation du SRI<sup>6</sup>. Ainsi, il existe en Autriche, au tout début des années 1920, une « Croix rouge révolutionnaire », mais aussi un « Comité d’aide juridique » des émigrants russes, ou encore un « Comité de défense des révolutionnaires hongrois » à Vienne. Des organisations similaires sont présentes en Bulgarie, avec l’« Organisation d’aide aux victimes de la dictature capitaliste », aux États-Unis avec un « Comité de défense ouvrière », ou encore en Italie, où se structurent plusieurs groupes d’aide aux prisonniers politiques et aux victimes du fascisme. En France plusieurs structures coexistent, comme l’Entr’aide et le Comité de défense sociale (à dominante anarchiste et hérités du syndicalisme révolutionnaire d’avant-guerre), le Comité de défense des marins (qui soutient les mutins de la Mer Noire), ou encore deux petites organisations – le Comité de secours aux réfugiés étrangers et le Comité pour les victimes du fascisme italien – dont la fusion donnera naissance en 1923 à la section française du SRI. En Allemagne, l’écrasement des insurrections ouvrières, et notamment de « l’action de mars », convainc le mouvement communiste de bâtir en avril 1921 une organisation d’aide aux persécutés politiques, qui prend le nom de Secours rouge (Rote Hilfe)<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> *Cinq années de Secours rouge international*, in “La Correspondance internationale”, VIII, 8 mars 1928, 24, pp. 314-5. Voir aussi Branciforte, *El Socorro Rojo Internacional*, cit., p. 31.

<sup>7</sup> N. Brauns, *Schaffi Rote Hilfe! Geschichte und Aktivitäten der proletarischen Hilfsorganisation*

Mais c'est en Pologne que le projet de constitution d'une organisation internationale de solidarité trouve ses origines<sup>8</sup>. Dans ce pays en proie à la guerre civile et à l'épicentre en 1921 des affrontements entre révolution et contre-révolution, la répression anticommuniste fait rage. L'existence d'une « Croix rouge politique » ou d'un premier « Secours rouge aux emprisonnés », dissous par les autorités au début de l'année 1922, sont mentionnés<sup>9</sup>. En août 1922, la « Tribune communiste », organe du Parti communiste de Pologne, publie un texte dénonçant les conditions de détention dans les prisons polonaises<sup>10</sup>. Signé par 42 communistes, dont certains en exil en Russie, il se conclut par un appel en faveur de la création d'un fonds en faveur des prisonniers politiques. Pour le mettre en œuvre, un comité est fondé sous la direction du polonais Julian Marchlewski (membre de la Société des vieux bolcheviques), auquel participe aussi son compatriote Félix Dzerjinski<sup>11</sup>, fondateur de la Société des anciens prisonniers et exilés politiques. Le 13 septembre, sur la proposition de Marchlewski, la Société des vieux bolcheviks adopte une résolution visant à la constitution d'une organisation internationale « pour l'aide aux prisonniers politiques dans tous les pays du monde capitaliste ». Le 29 septembre, elle est officiellement créée et prend le nom d'Organisation internationale d'aide aux combattants de la révolution, désignée par l'acronyme russe MOPR<sup>12</sup>, bientôt traduit en France (et dans d'autres pays) par

---

*für politische Gefangene in Deutschland (1919-1938)*, Pahl-RugensteinVerlag, Bonn 2003; S. Hering, K. Schilde (hrsg.), *Die Rote Hilfe. Die Geschichte der internationalen kommunistischen «Wohlfahrtsorganisation» und ihrer sozialen Aktivitäten in Deutschland, 1921-1941*, Leske + Budrich, Opladen 2003.

<sup>8</sup> Notre développement à ce sujet s'appuie sur: *Cinq années de Secours Rouge International* et *Comment est né le Secours Rouge International*, in «La Correspondance internationale», VIII, 8 mars 1928, 24, pp. 314-5; H. Stassova, *Dix années de Secours rouge international* et W. Pieck, *Dix années de lutte du Secours rouge international*, in «La Correspondance internationale», XII, 1<sup>er</sup> novembre 1932, 91, pp. 1037-44; Ryle, *International Red Aid and Comintern Strategy*, cit., pp. 46-7.

<sup>9</sup> L. Domsy, *Les Souffrances des Prisonniers politiques en Pologne*, in «La Correspondance internationale», II, 11 février 1922, 11, p. 81.

<sup>10</sup> *Comment est né le Secours Rouge International*, in «La Correspondance internationale», VIII, 8 mars 1928, 24, p. 315.

<sup>11</sup> Également connu comme le fondateur de la Tchéka en Russie en 1917, Félix Dzerjinski est un militant révolutionnaire actif en Pologne, Russie et Allemagne, arrêté et emprisonné à plusieurs reprises.

<sup>12</sup> Международная организация помощи борцам революции (МОПР). Les initiales «MOPR» sont généralement utilisées pour désigner la section soviétique du SRI.

Secours rouge international<sup>13</sup>. Dès le mois de novembre, cette nouvelle structure, dirigée par Marchlewski et le russe Lepeshinski, étend son activité en Pologne, en Russie, en Biélorussie, en Ukraine et dans plusieurs républiques soviétiques.

Au même moment, le Komintern, qui réunit son 4<sup>e</sup> congrès, donne son approbation à la fondation de cette nouvelle organisation. Dès la séance d'ouverture, le 5 novembre 1922, les victimes de la répression sont mises à l'honneur<sup>14</sup>. Zinoviev, dans son discours de bienvenue, rend hommage « aux camarades qui ont péri dans la Russie des Soviets et dans le monde entier pour la cause du communisme ». Puis Clara Zetkin prononce une allocution pour rappeler que l'IC « pense toujours aux victimes qui sont tombées sur les champs de bataille de la lutte des classes » et qu'il est un « devoir de penser aux milliers de camarades qui gémissent dans les prisons pour avoir voulu briser les chaînes du prolétariat ». Un appel aux « combattants ouvriers emprisonnés par le capitalisme » est alors adopté. À quelques jours de la fin du congrès, le 30 novembre, le polonais Félix Kohn – « vieille connaissance des cachots et des prisons tsaristes » – annonce à la tribune qu'il est « grand temps de fonder une Croix-rouge politique dans tous les pays ». Il relaie alors la proposition de la Société des vieux bolcheviks de créer « une organisation qui aura pour but d'aider matériellement et moralement tous les prisonniers du capitalisme »<sup>15</sup>. La résolution adoptée à l'unanimité par le congrès, le SRI peut désormais officiellement se déployer.

Cette décision répond aussi à des enjeux stratégiques pour l'IC, dont le 4<sup>e</sup> congrès a consacré le mot d'ordre de front unique, prolongeant les réflexions du congrès précédent qui appelait à la conquête des masses. Dans un contexte de reflux de la vague révolutionnaire en Europe, de stabilisation du capitalisme et de renforcement des gouvernements autoritaires et des mesures répressives à l'égard du mouvement

<sup>13</sup> La majorité des sections nationales adopteront comme dénomination la traduction de Secours rouge international: Socorro Rojo Internacional (Espagne), Soccorso Rosso Internazionale (Italie), International Rote Hilfe (Allemagne). Dans certains pays, les sections du SRI ont adopté des noms différents, comme International Class War Prisoners' Aid en Angleterre, qui deviendra dans les années 1930 International Labor Defense, reprenant ainsi le nom de l'organisation affiliée au SRI aux États-Unis et au Canada.

<sup>14</sup> *Séance d'ouverture (Petrograd, 5 novembre)*, in "La Correspondance internationale", 27 novembre 1922, 24, pp. 1-7.

<sup>15</sup> *Résolution sur l'aide aux victimes de la répression capitaliste*, in *IV<sup>e</sup> congrès communiste mondial. Résolutions*, Librairie de l'Humanité, Paris 1923.

ouvrier, il convient dès lors d'assurer la préservation et le renforcement des forces communistes, dans l'attente d'une nouvelle situation révolutionnaire. Dans ce nouveau contexte, deux conceptions du rôle du SRI vont cependant assez vite s'affirmer et entrer parfois en contradiction<sup>16</sup>, reflétant les divergences d'appréciation sur le front unique à l'intérieur du Komintern mais aussi les rivalités qui éclatent dans le parti communiste russe après la mort de Lénine.

Pour les uns en effet, le SRI est d'abord conçu comme une organisation de type défensive, dont l'objectif premier est d'appuyer les militants et organisations révolutionnaires en proie à la répression. Dans cette optique, défendue par Zinoviev, le Secours rouge devrait être une structure exclusivement communiste, capable de venir en aide aux militants, voire d'incarner une alternative organisationnelle aux partis communistes frappés par la répression. À l'inverse, d'autres ont une vision moins restrictive et souhaitent faire du SRI une organisation plus offensive, présentée comme non partisane, afin de gagner la sympathie des larges masses non communistes et répondre ainsi à la stratégie de front unique du Komintern. C'est finalement cette seconde conception qui l'emporte au 5<sup>e</sup> congrès de l'IC en 1924. La résolution adoptée stipule en effet que le SRI « réunit de grandes masses d'ouvriers, de paysans et d'employés sans distinction de partis » et qu'il doit devenir « un des instruments les plus importants du front unique, en organisant, par son application concrète de la solidarité internationale, de plus en plus des forces nouvelles susceptibles de prendre part directement à la lutte révolutionnaire du prolétariat »<sup>17</sup>.

D'un point de vue organisationnel, le SRI dès sa fondation se structure autour d'un bureau central, dominé par les dirigeants soviétiques du Secours rouge, avant d'intégrer des délégués provenant de différents pays d'Europe et des États-Unis, au fur et à mesure que se constituent les premières sections nationales du SRI. Puis le SRI adopte son emblème international, qui va demeurer le principal marqueur visuel et identitaire de ses sections: les barreaux de prison, desquels jaillissent les mains d'un militant révolutionnaire et prisonnier politique agitant un morceau d'étoffe rouge [figure 1].

<sup>16</sup> Ryle, *International Red Aid and Comintern Strategy*, cit., pp. 51-8.

<sup>17</sup> *Sur le Secours Rouge International (SRI)*, in *Ve congrès de l'Internationale communiste (17 juin – 8 juillet 1924). Compte rendu analytique*, Librairie de l'Humanité, Paris 1924.

[Figure 1]. Affiche du SRI, 1924.



Le SRI tient en juillet 1924 sa première conférence internationale, qui réunit 108 délégués représentant 29 pays. Cette assemblée établit le schéma d'organisation du SRI et de ses sections nationales, en se calquant sur le modèle centralisé des institutions bolcheviques et de l'IC, avec notamment la mise en place d'un Comité exécutif qui devint le véritable lieu de contrôle de toute l'organisation. L'expansion du SRI se confirme et il revendique au 1<sup>er</sup> janvier 1926 plus de 6 millions d'adhérents dans 36 sections nationales, dont 5 millions dans la seule section soviétique<sup>18</sup>. Au printemps 1927, une seconde conférence internationale se tient à Moscou, lors de laquelle Clara Zetkin devient présidente du Comité exécutif du SRI.

Si le poids, l'aide et le contrôle de Moscou ont indéniablement participé à étendre le SRI en dehors d'URSS, il faut aussi souligner le rôle joué par la section française dans le développement de sections

<sup>18</sup> Ces chiffres sont toutefois à relativiser, du fait des sources qui parfois se contredisent, mais aussi parce qu'ils prennent en compte les adhésions collectives d'autres organisations. *Notre congrès mondial. Le Secours rouge international en action*, Editions du SRI, Paris 1932, p. 10. Voir aussi Gleb, *The USSR Section of the International Red Aid*, cit., pp. 89-129.



dans plusieurs de ses pays voisins<sup>19</sup>. En effet, une partie des ressources humaines, financières, mais aussi en matière de communication et de propagande, qui permettent l'établissement de sections en Espagne, au Portugal, en Italie, en Belgique ou au Luxembourg, transitent par Paris – où siège alors le Bureau latin du SRI, centre de coordination régionalisé qui accueille en mai 1926 une conférence des sections latines du Secours rouge<sup>20</sup>.

La toute première décision adoptée par le SRI en 1923 est de faire du 18 mars, jour anniversaire du déclenchement de la Commune de Paris en 1871, la journée annuelle du SRI, marquée par une large mobilisation et des collectes au profit des détenus et de leurs familles. La majeure partie de l'argent récolté ensuite par le SRI, estimé à plusieurs millions de francs chaque année (jusqu'à 38 millions de francs sont reversés en 1925), est redistribuée aux prisonniers politiques et à leurs familles, sous forme d'aide matérielle directe (nourriture, vêtements) et monétaire [figure 2]. Les réfugiés politiques fuyant les persécutions bénéficient égale-

[Figure 2]. Montant des secours versés par le SRI. Extrait de la brochure *Notre congrès mondial*, 1932.

ANNÉE	Secours donnés aux détenus polit. et à leurs familles	Défense Juridique	Emigrés politiques	Maisons d'Enfants	TOTAL
1923	2 549 347	546 297	2 904 684		6 000 .
1924	11 082 904	2 374 916	4.546 477		18.004 .
1925	21 289 588	6 5 8 386	10 288.258	366 374	38 652 0
1926	21 063 793	3 050 026	6 358 194	1.053 135	31 525 .
1927	16 872 258	2 628 .387	4.906 323	432.000	24 838 .
1928	17 618 478	2 706 271	4 123 961	1 125 845	25 574 .
1929	14.055 858	4 373 678	3 869 303	693.161	22.992 .
1930	12 188 606	4 636 097	4.134 529	389 161	21 307 .
1931	13 407 458	4 645 161	6 203 600	116.207	24 372 .
<i>Total...</i>	130.128 310	31. 68 219	47 335 329	4.335 742	213 267

<sup>19</sup> Branciforte, *El Socorro Rojo Internacional*, cit., pp. 86-93.

<sup>20</sup> RGASPI, 539/1/58, Archives de l'Internationale communiste à Moscou, Conférence des sections latines du SRI, Paris, 17-23 mai 1926.

ment d'une aide financière et matérielle fournie par la section d'accueil du SRI, qui peut organiser sous certaines conditions leur transfert vers d'autres pays plus sûr – en premier lieu l'URSS où le MOPR leur fournit un logement, des soins médicaux, une éducation politique et un travail. Les militants inculpés peuvent aussi profiter d'une aide juridique, à travers la mise en place d'un réseau d'avocats qui prend la forme en 1925 d'un Bureau juridique international<sup>21</sup>. Enfin, certaines maisons d'enfants sont développées, comme en Allemagne, pour prendre en charge les enfants de prisonniers<sup>22</sup>.

Tandis que d'importants moyens d'agitation et de propagande sont progressivement déployés, avec la multiplication du matériel imprimé (brochures, bulletins périodiques et journaux) et des réunions publiques et meetings, de grandes campagnes internationales rythment l'activité du SRI. Ses premières années sont ainsi jalonnées de mobilisations contre la « terreur blanche » en Europe de l'Est et dans les Balkans, en particulier en Bulgarie, Pologne, Roumanie ou Hongrie, mais aussi en Allemagne ou dans l'Italie fasciste de Mussolini. La campagne mondiale de protestation contre la condamnation à mort aux États-Unis de Ferdinando Sacco et Bartolomeo Vanzetti, qui atteint son apogée à l'approche de leur exécution en août 1927, renforce considérablement l'influence du Secours rouge international. Pour la première fois, il parvient à mobiliser de larges secteurs de la classe ouvrière, qui participent par millions aux diverses actions de protestations engagées dans un grand nombre de pays: pétitions, grèves, manifestations, collectes de fonds, envois de lettres et télégrammes de protestation, ou encore délégations dans les ambassades des États-Unis.

Toutefois, la dégradation de la situation internationale et la montée en puissance des tensions politiques et sociales – à l'image de l'explosion de violence lors de la manifestation parisienne au lendemain de la mort de Sacco et Vanzetti – provoquent un infléchissement de la politique de l'IC. Tandis que les dirigeants du Komintern se préparent à de nouveaux bouleversements révolutionnaires, le SRI doit désormais composer entre la radicalisation du mouvement communiste international et un accroissement de la politique répressive des États.

<sup>21</sup> Ivi, 539/3/1174, Correspondance avec le Bureau juridique international, 1925.

<sup>22</sup> Ivi, 539/3/1171, Courrier à la section française du SRI concernant le secours aux enfants, 20 juin 1925 et ivi, 539/3/1182, Bulletin du Comité exécutif du SRI n°3, mars 1926.

**Le SRI face à la radicalisation du mouvement communiste (1927-1934)**

Le 6<sup>e</sup> congrès de l'IC, réuni à l'été 1928, confirme la nouvelle ligne politique et stratégique esquissée depuis 1927, qui porte le nom de « classe contre classe » et qui caractérise l'entrée dans ce qui est appelée la « troisième période ». Après l'échec de la vague révolutionnaire de l'immédiat après-guerre, à laquelle a succédé une phase de contre-offensive du capital au milieu des années 1920, le monde s'apprête à vivre un nouveau développement historique marqué par l'exacerbation des contradictions d'un capitalisme en plein développement. Pour les dirigeants communistes, cela signifie que le prolétariat doit se préparer à de nouveaux affrontements révolutionnaires, provoqués par l'aiguïsement de la lutte des classes.

Pour preuve, la répression à l'égard des mouvements révolutionnaires se renforce partout dans le monde, dans les régimes autoritaires comme dans les démocraties libérales, dont la fascisation de leurs appareils d'État est indistinctement dénoncée. Pour étayer leur raisonnement, les communistes peuvent s'appuyer sur les données statistiques collectées par les sections nationales du Secours rouge, et centralisées par son appareil international, qui se propose de quantifier la répression dans les pays capitalistes et à une échelle mondiale [figure 3]. Ces chiffres sont à manier avec prudence, puisqu'on ne dispose d'aucun élément pour vérifier ces données, ni sur le périmètre relatif au statut

[Figure 3]. Les victimes de la répression dans le monde. Extrait de la brochure *Notre congrès mondial*, 1932.

Années	Arrestations	Blessés maltraités	Assassinés torturés	Condamnés à mort	Condamnés prison et amende	Total des victimes
1925	69.573	21 250	11.853	447	26.932	120 057
1926	138.131	21.343	9 688	385	17.952	187.499
1927	103.370	52.740	66.080	11 688	9.578	243.456
1928	117.238	67.767	146.520	23.266	7.111	361.902
1929	137.705	65.761	140.854	14.625	9.004	367.749
1930	306.744	159.852	295 906	90.842	24.357	877.702
1931	360.491	241.445	369.707	91.548	27.230	1.090 421
<b>Total</b>	1.223.054	630.159	1.040.608	232.801	122.174	3.248.786

de « victimes ». Ils suggèrent néanmoins un accroissement important du nombre de personnes ayant subi une forme de répression – qu’elles aient été arrêtées, blessées, assassinées, condamnées à mort ou emprisonnées –, en constante augmentation au cours de la fin des années 1920 et dépassant le million en 1931<sup>23</sup>.

Dans de nombreux pays, l’aggravation de la répression à l’égard des communistes est confirmée. En France par exemple, un tournant est opéré dès le printemps 1927, lorsque le ministre de l’Intérieur Albert Sarraut désigne les militants du Parti Communiste Français (PCF) comme ennemi intérieur dans une déclaration devenue célèbre<sup>24</sup> qui se traduit par l’emprisonnement de plusieurs dirigeants et élus communistes. Alors que la logique de confrontation est assumée par le PCF, l’escalade répressive atteint son apogée avec la journée de mobilisation contre la guerre du 1<sup>er</sup> août 1929, marquée par de nombreuses arrestations et l’ouverture d’une information pour complot contre la sûreté de l’État, mettant les avocats français du Secours rouge à rude épreuve<sup>25</sup>. Ces derniers tentent d’ailleurs de mieux s’organiser au travers d’une nouvelle structure, l’Association juridique internationale, qui est créée par le SRI en décembre 1929 et réunit des personnalités du monde juridique et des avocats proches du Parti communiste<sup>26</sup>.

Le SRI est lui-même la cible des États autoritaires à travers le monde, puisque début 1932, seules 26 sections nationales sur 67 (en dehors de l’Union-soviétique) peuvent agir légalement. Malgré tout, le Secours rouge poursuit un développement contrasté. Lors de son premier et unique congrès mondiale en novembre 1932 – marquant aussi les dix ans du SRI –, le bilan apparaît à première vue sans équivoque: en six ans, le nombre de sections nationales a doublé (dépassant désormais les 70) et le Secours rouge s’implante sur la plupart des continents (notamment en Amérique où un bureau du secrétariat de l’Amérique centrale est installé à Mexico). Le nombre d’adhé-

<sup>23</sup> *Notre congrès mondial*, cit., p. 8.

<sup>24</sup> *Le communisme, voilà l’ennemi!*, discours d’Albert Sarraut à Constantine le 22 avril 1927.

<sup>25</sup> F. Monier, *Le Complot dans la République. Stratégies du secret de Boulanger à la Cagoule*, La Découverte, Paris 1998, pp. 213-30.

<sup>26</sup> S. Elbaz, L. Israël, *L’invention du droit comme arme politique dans le communisme français. L’association juridique internationale (1929-1939)*, in “Vingtième Siècle”, LXXXV, 2005, 1, pp. 31-43; F. Genevée, *L’Association juridique internationale (1929-1940)*, in Gotovitch, Morelli (dir.), *Les solidarités internationales*, cit., pp. 101-12.

rents officiellement déclarés suit la même progression et atteint 11,5 millions dont 9,5 millions d'adhérents individuels, sans compter un appareil qui avoisinerait les 40.000 fonctionnaires<sup>27</sup> [figure 4]. Ces chiffres, nous le rappelons, doivent non seulement être maniés avec une grande prudence, mais ils dissimulent en plus de grandes disparités. Ainsi, alors que la seule section soviétique monopoliserait entre 8 et 10 millions des membres<sup>28</sup>, la section française voit par exemple ses effectifs tomber à un peu plus de 30.000 adhérents au début des années 1930 (contre plus de 40.000 quelques années plus tôt), selon une dynamique similaire à la marginalisation politique que connaît le PCF durant cette période. De la même manière, le nombre de campagnes engagées par le SRI est en hausse constante [figure 5], tant au niveau international (123 campagnes lancées entre 1927 et 1931) que national (610 sur la même période)<sup>29</sup>. Mais la plupart des campagnes engagées par le Secours rouge peinent à mobiliser largement et se soldent le plus souvent par des échecs, comme l'atteste la stagnation des fonds annuels collectés et alloués au secours des victimes de la répression [figure 2].

[Figure 4]. Les effectifs du SRI. Extrait de la brochure *Notre congrès mondial*, 1932.

ANNÉE*	Nombre de Sections	Adhérents individuels	Adhérents collectifs	TOTAL
1926	36	5 278.463	753.969	6.032.432
1927	44	3 962 636	3 778.760	7 741 396
1928	45	3.964.719	4.134.758	8.099 477
1929	49	4.463.519	3.842.613	8.306.132 <sup>28</sup>
1930	53	5.406 572	2 397 467	7.804 039
1931	65	6.723 675	1.645.881	8.369.556
1932	68	9 510.935	2.019 240	11 530.175

<sup>27</sup> *Les effectifs du SRI*, in "La Correspondance internationale", XII, 1<sup>er</sup> novembre 1932, 91, p. 1038.

<sup>28</sup> Gleb, *The USSR Section of the International Red Aid*, cit., pp. 89-129.

<sup>29</sup> *Notre congrès mondial*, cit., p. 13.

[Figure 5]. Les campagnes du SRI. Extrait de la brochure *Notre congrès mondial*, 1932.

Année	Campagne Internat.	Campagne Nation.	Total
1925	6	49	55
1926	9	70	79
1927	16	95	111
1928	13	89	102
1929	26	97	123
1930	27	143	170
1931	41	186	227
	138	729	867

L'affirmation du stalinisme et de la ligne de classe contre classe provoquent un resserrement idéologique du SRI, qui limite ses capacités d'élargissement. Contrastant avec l'objectif affiché d'attirer les masses d'ouvriers et de paysans sans parti ou affiliés à d'autres organisations politiques, le poids des communistes dans les sections nationales du Secours rouge tend au contraire à se renforcer, notamment dans ses instances dirigeantes. Ainsi, alors qu'officiellement près des deux tiers des adhérents du SRI seraient sans parti ou membres d'autres formations politiques non communistes<sup>30</sup>, au congrès mondial de 1932 seuls 14% des 225 délégués ne sont pas communistes<sup>31</sup>. Aux différents échelons de l'organisation, des fractions sont également constituées par les militants communistes pour peser sur son orientation et en accroître le contrôle. Par ailleurs, la dénonciation virulente des « chefs socialistes » et l'assimilation de la social-démocratie au « social-fascisme » constituent un frein important à l'élaboration de tout cadre unitaire, en particulier avec des organismes ou des structures de solidarité proches des socialistes et considérées comme des adversaires, à l'instar de la Ligue des droits de l'Homme en France<sup>32</sup> ou du Fonds Matteotti constitué par l'Internationale ouvrière socialiste pour venir en aide aux victimes du fascisme italien<sup>33</sup>.

<sup>30</sup> *Les effectifs du SRI*, cit., p. 1038.

<sup>31</sup> Natoli, *Pour une histoire comparée des organisations communistes de solidarité*, cit., p. 33.

<sup>32</sup> R. Blache, *Six mensonges de la Ligue des Droits de l'Homme. Les cahiers de la répression*, vol. II, Les Éditions du Secours rouge, Paris 1931.

<sup>33</sup> B. Groppo, *Le Fonds Matteotti et l'action de solidarité de l'Internationale ouvrière socialiste (1926-1934)*, in Gotovitch, Morelli (dir.), *Les solidarités internationales*, cit., pp. 79-86.

Cette tendance va de pair avec la défense intransigeante et sans concession de l'Union soviétique, de plus en plus isolée diplomatiquement. Son prestige auprès des militants communistes s'accroît, en même temps que se renforcent les craintes d'une nouvelle guerre déclenchée par les impérialistes contre le premier État prolétarien, devenu le centre de gravité de la révolution mondiale. Dans ce contexte, l'intensification de la répression dans les pays capitalistes est interprétée comme le signe d'un renforcement des préparatifs de guerre contre l'URSS.

L'analyse de la situation internationale à la fin des années 1920 a également mis en évidence le déplacement du curseur de la dynamique révolutionnaire vers les pays coloniaux et dominés. Le passage au premier plan du combat anticolonial est confirmé par la conférence mondiale contre l'oppression coloniale qui se tient à Bruxelles en février 1927 et donne naissance à la Ligue anti-impérialiste<sup>34</sup>, dont la proximité avec le Secours rouge est grande. L'année 1927 est également marquée par les événements sanglants en Chine et l'écrasement de plusieurs soulèvements communistes, déclenchant une campagne de solidarité internationale du SRI. L'intérêt pour les colonies se renforce considérablement et la section française, par exemple, développe une intense activité dans les territoires colonisés, en particulier en Algérie, en Indochine ou à Madagascar<sup>35</sup>. La cause des travailleurs indigènes et noirs est à l'origine de certaines mobilisations internationales notables initiées par le Secours rouge, comme celle en faveur des « *Scottsboro boys* », qui fait référence à neuf jeunes noirs injustement condamnés à mort aux États-Unis en 1931<sup>36</sup>. Surnommés les « Sacco et Vanzetti noirs », ils échappent à la mort grâce au large mouvement international de protestation, avant d'obtenir justice des années plus tard.

Enfin, le Secours rouge est l'une des organisations communistes les plus actives dans l'animation du combat antifasciste. Il prend notamment part aux congrès antifascistes internationaux, comme celui de Ber-

<sup>34</sup> H. Kazdaghli, *De Bakou à Bruxelles. L'Internationale communiste face au monde colonial (1920-1940)*, in "Territoires contemporains", 2020, 13, en ligne: <http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/prodscientifique/TC.html> (consulté le 3 janvier 2021).

<sup>35</sup> M. Thorez, *Les crimes de l'impérialisme français. La terreur en Indochine. Les cahiers de la répression*, vol. vi, Les Éditions du Secours rouge, Paris 1933; J. Barthel, *L'enquête d'une délégation ouvrière. Regards sur l'Indochine*, Édition La Défense, Paris 1934; F. Koerner, *Le Secours Rouge international et Madagascar (1930-1934)*, in "Revue française d'histoire d'outre-mer", LXXII, 1985, 269, pp. 435-44.

<sup>36</sup> *Au secours de Tom Mooney et des 9 nègres de Scottsborough... nouveau crime? Les Sacco-Vanzetti noirs! Les cahiers de la répression*, vol. v, Les Éditions du Secours rouge, Paris 1932.

lin en mars 1929, puis à ceux d'Amsterdam en 1932 et de Paris en 1933 qui donnent naissance au Mouvement Amsterdam-Pleyel. De plus, après la victoire du nazisme en Allemagne au début de l'année 1933, l'accueil des réfugiés politiques prend une nouvelle ampleur. Désormais, l'antifascisme structure la plupart des activités du Secours rouge et prend progressivement une dimension unitaire qui, à partir de 1934, est à l'origine de grandes transformations dans les sections nationales du SRI. Certaines joueront alors un rôle de premier plan dans la construction et l'animation des grands mouvements de solidarité antifasciste à l'heure du front populaire.

### **Face aux enjeux de front populaire (1934-1939) : vers un Secours populaire mondial ?**

En janvier 1933, après l'arrivée au pouvoir d'Hitler en Allemagne, le Secours rouge mobilise ses réseaux et plusieurs de ses sections nationales, en France, en Tchécoslovaquie, en Belgique ou encore en Suisse, pour organiser le transfert et l'accueil de plusieurs milliers de réfugiés politiques – et en priorité les militants communistes – ciblés par le nouveau régime<sup>37</sup>. Toutefois, la portée de ces actions de solidarité reste circonscrite par la grille d'analyse du « classe contre classe » en vigueur dans l'IC, qui alimente la polémique avec le Fonds Matteotti et les autres organismes de solidarité existant. Si quelques initiatives plus larges apparaissent durant l'année 1933, autour des campagnes pour la libération de Dimitrov<sup>38</sup> ou de Thälmann, c'est au cours de l'année 1934 que s'amorce véritablement le virage unitaire dans la lutte antifasciste, provoqué par la riposte ouvrière aux événements du 6 février en France.

Certes, cette évolution est progressive, et au cours des premiers mois de l'année, les « saboteurs » du Fonds Matteotti sont une nouvelle fois mis à l'index par le SRI après l'écrasement en février de l'insurrection ouvrière en Autriche, qui a vu combattre côte à côte ouvriers sociaux-démocrates et communistes, et pour lesquels le Secours rouge dé-

<sup>37</sup> Caestecker, *Red Aid*, cit., pp. 304-31; J. Omnès, *L'Aide du Secours rouge puis du Secours populaire aux émigrés allemands en France (1930-1939)*, in "Cahiers d'histoire de l'Institut de recherches marxistes", 1981, 7, pp. 123-48; J. Omnès, *L'aide aux émigrés politiques (1933-1938). L'exemple du Secours rouge, de la Ligue des droits de l'homme et du Parti socialiste*, in G. Badia et al., *Les bannis de Hitler. Accueil et lutte des exilés allemands en France, 1933-1939*, EDI et PUV, Paris 1984, pp. 65-103.

<sup>38</sup> G. Badia, *Le Comité Thaelmann*, in Id. et al., *Les bannis de Hitler*, cit., pp. 199-259.



ploie une vaste campagne de solidarité<sup>39</sup>. Mais quelques mois plus tard, lors de la répression de l'insurrection des Asturies, le SRI joue un rôle central dans la construction de l'unité d'action et du mouvement de solidarité en Espagne et dans les autres pays. En France notamment, le Secours rouge est à l'origine de Comités d'aide aux victimes du fascisme en Espagne. Ces derniers rassemblent de nombreux intellectuels, mais aussi la Ligue des droits de l'Homme et des socialistes, afin d'organiser l'accueil et apporter une aide matérielle et financière à des centaines de réfugiés espagnols, communistes, socialistes ou anarchistes<sup>40</sup>.

La stratégie unitaire engagée par les communistes français et espagnols, qui prend le mot d'ordre de « front populaire antifasciste », est avalisée à l'été 1935 par le 7<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, lors duquel le nouveau secrétaire du Komintern et ancien prisonnier des geôles hitlériennes, Georges Dimitrov, rend hommage au travail du SRI. Il appelle à renforcer et élargir son action afin qu'il devienne « une sorte de Croix-Rouge du front unique du prolétariat et du front populaire antifasciste, englobant des millions de travailleurs »<sup>41</sup>. Quelques jours plus tard, l'assemblée plénière du Comité exécutif du SRI confirme cette orientation et critique le « sectarisme », la « lenteur dans l'adaptation des méthodes de travail », les « survivances du bureaucratisme » et de « l'esprit routinier » dans les sections du SRI et dans ses organes dirigeants. Conformément à la stratégie de front populaire, l'objectif est désormais « l'unification de toutes les forces prêtes à lutter contre la barbarie fasciste, pour l'aide aux victimes de la lutte contre la réaction et de la lutte de libération nationale, pour la défense des restes des libertés démocratiques bourgeoises ». Pour agir en ce sens, les sections du SRI doivent être forces de proposition et « répondre favorablement à toutes les initiatives, suggestions et invitations capables de faire progresser ou de réaliser l'unité dans le domaine de la solidarité »<sup>42</sup>.

<sup>39</sup> H. Grunwald, *Le SRI à la tête du mouvement de solidarité prolétarienne pour les victimes du fascisme autrichien*, in "La Correspondance internationale", xiv, 28 avril 1934, 42-43, pp. 747-8; *Les membres du Schutzbund sur les combats de Février et sur la solidarité internationale*, Les Éditions du SRI, Paris 1934; H. Müller, *Des potences en Autriche. L'héroïque insurrection du prolétariat autrichien*, Les Éditions du SRI, Paris 1934.

<sup>40</sup> RGASPI, 539/4/398, Listes de militants espagnols secourus en France, 1935. Voir aussi R. Blache, *Le choc de deux Espagne et la solidarité internationale à l'Espagne révolutionnaire*, Défense-Éditions, Paris 1935.

<sup>41</sup> G. Dimitrov, *Pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme*, vol. II, Bureau d'Éditions, Paris 1935, pp. 25-6.

<sup>42</sup> *Résolution du deuxième Plénum du CE du SRI sur les rapports des camarades Stassova*,

Lors de cette assemblée, la section française est montrée en exemple. À l'instar des nouveaux équilibres à l'œuvre dans le mouvement communiste international, le centre de gravité de la solidarité internationale et prolétarienne s'est déplacé de Berlin à Paris. Alors que le Secours rouge allemand, qui fut longtemps la section du SRI la plus puissante (en dehors de l'Union soviétique) avec plusieurs centaines de milliers de membres, a été réduit à la clandestinité dans les semaines qui ont suivi la victoire du nazisme<sup>43</sup>, la capitale française se trouve au cœur des réseaux de solidarité internationaux en accueillant de nombreux antifascistes et structures militantes en exil. Le Bureau d'Éditions du SRI, qui devient les Éditions universelles en 1936, est ainsi basé à Paris; il centralise l'impression et l'expédition des nouvelles brochures aux autres sections nationales<sup>44</sup>. Par ailleurs, à partir de janvier 1936, la revue mensuelle publiée depuis 1926 par le Comité exécutif du SRI, "MOPR", est remplacée par une nouvelle formule sous l'égide des Éditions universelles, *Unité pour l'aide et la défense*, qui est pilotée par la « représentation » du Secours rouge en France – tout en restant sous le contrôle étroit du secrétariat du Comité exécutif du SRI à Moscou<sup>45</sup>.

À l'image du PCF, la section française du SRI est devenue en quelque sorte un laboratoire pour l'application de la nouvelle ligne de front populaire. Alors qu'elle ne cesse de se renforcer depuis 1934, galvanisée par la dynamique du rassemblement populaire, elle change de nom à deux reprises au cours de l'année 1936 en s'appelant d'abord le Secours rouge de France, puis en devenant le Secours populaire de France et des colonies. Ce dernier devient en même temps une véritable organisation de masse, en progressant de 33.000 à plus de 180.000 adhérents entre 1933 et 1938.

La composition sociale du SRI s'élargit. De nombreux intellectuels rejoignent ses rangs et participent à ses activités, répondant ainsi aux vœux formulés par André Marty dans son discours de clôture de l'assemblée plénière du Comité exécutif du SRI en septembre 1935: « nous voulons avoir parmi nous, à côté des travailleurs organisés ou qui sont encore en dehors de tout parti, de tout syndicat, nous voulons avoir les plus grands noms de la science, de la pensée et de la culture »<sup>46</sup>. Les

---

*Germanetto et Ourine*, in A. Marty, *Pour sauver toutes les victimes de la réaction et du fascisme*, Défense-Éditions, Paris 1935.

<sup>43</sup> *Le Secours Rouge allemand à son poste de combat*, Les Éditions du SRI, Paris 1934.

<sup>44</sup> RGASPI, 539/2/775, Bureau d'Éditions Paris, 1935 et 539/2/851, Éditions universelles, 1936.

<sup>45</sup> Ivi, 539/2/784, Secrétariat du CE du SRI, 1936.

<sup>46</sup> Marty, *Pour sauver toutes les victimes de la réaction et du fascisme*, cit., p. 14.

femmes aussi entrent massivement dans les sections du SRI, même si le Secours rouge propose depuis longtemps un espace – certes limité le plus souvent aux activités d’assistance, selon une répartition genrée du travail militant – pour la sphère féminine<sup>47</sup>. Le SRI est d’ailleurs l’une des rares organisations du Komintern à être dirigée par deux femmes entre 1927 et 1938, d’abord sous la présidence de Clara Zetkin puis, à la mort de cette dernière en 1933<sup>48</sup>, sous celle d’Elena Stassova (qui dirigeait jusqu’alors la plus importante de ses sections, en Union soviétique). Les femmes prennent une part de plus en plus active dans l’organisation des tâches de secours et de solidarité, qui culminent lors des mobilisations en soutien à l’Espagne républicaine. Mais elles s’étaient déjà manifestées en février 1934 lors des événements d’Autriche (où une délégation de femmes est envoyée sur place)<sup>49</sup> ou lors de la constitution du Comité mondial des femmes à l’été suivant, qui avait bénéficié du concours des militantes du Secours rouge<sup>50</sup>.

Les champs d’intervention du SRI sont redéfinis et le périmètre de son action est plus large. Alors que certaines activités anciennes (comme les campagnes pour l’amnistie) persistent, d’autres apparaissent. Le Secours populaire de France est ainsi chargé de secourir les victimes non seulement du fascisme et de la répression, mais aussi désormais « des injustices sociales et calamités naturelles »<sup>51</sup> – reprenant ici des prérogatives, comme le soutien à « l’enfance malheureuse », qui étaient jusqu’alors attribuées au Secours ouvrier international. Mais surtout, le SRI organise pour la première fois, dans des cadres unitaires, des campagnes transnationales de secours sur des terrains de guerre, « rompant avec les fonctions traditionnelles essentiellement caritatives et “d’agit-prop” »<sup>52</sup>, en déployant en urgence des moyens sanitaires sur des conflits extérieurs. Expérimentée d’abord en Éthiopie lors de

<sup>47</sup> C. Lahu, *Du Secours rouge au Secours populaire: l’engagement des femmes dans le soutien à la République espagnole*, in E. Sill (dir.), *¡Solidarias! Les volontaires étrangères et la solidarité internationale féminine durant la guerre d’Espagne (1936-1939)*, PUR, Rennes 2022, pp. 165-72.

<sup>48</sup> Clara Zetkin. *En souvenir d’une grande révolutionnaire disparue*, Défense Édition, Paris 1933.

<sup>49</sup> *Avec les familles des combattants viennois de Février. Compte rendu de la première délégation des femmes du Secours rouge international*, Les Éditions du SRI, Paris 1934.

<sup>50</sup> Elena Stassova ainsi qu’une cinquantaine de militantes de la section française du Secours rouge sont présentes lors de ce rassemblement. *Les femmes sous la terreur fasciste ! Les femmes sur le front de solidarité et de combat!*, Les Éditions du SRI, Paris 1934.

<sup>51</sup> J. Chauvet, *Vive le Secours populaire de France*, in “La Défense”, 13 novembre 1936, p. 1.

<sup>52</sup> E. Sill, *Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational: le*

l'invasion des troupes de Mussolini en 1935, cette expérience de type « proto-humanitaire »<sup>53</sup> est reconduite, à une échelle beaucoup plus importante, lors de la guerre d'Espagne. De l'été 1936 jusqu'à la défaite du camp républicain au printemps 1939, la plupart des sections du SRI vivent à l'heure espagnole en participant à l'envoi de milliers de tonnes de matériel sanitaire, de vivres, de vêtements, et en organisant l'accueil des réfugiés et des enfants espagnols.

À la faveur de ces puissants mouvements de solidarité qui se développent dans de nombreux pays, le Comité exécutif du SRI encourage le dépassement de ses sections nationales dans des structures plus larges, afin de constituer des fronts de la solidarité unissant toutes les forces s'opposant au fascisme. À une plus grande échelle, le SRI souhaite aussi unir et coordonner les différents organismes internationaux qui ont émergé et dans lesquels siègent plusieurs de ses dirigeants, comme le Bureau international pour le droit d'asile ou le Comité international de coordination pour l'aide à l'Espagne républicaine<sup>54</sup>. Mais si les années 1936-1937 marquent l'apogée du SRI, ces projets de plus grande ampleur – on appelle en France à la constitution d'un « Secours populaire mondial »<sup>55</sup> – résonnent comme un chant du cygne et masquent en réalité le déclin rapide et brutal qui s'amorce. Bien que l'unité d'action fût réalisée entre la section italienne du Secours rouge et le fonds Matteotti, la fusion envisagée ne parviendra pas à son terme<sup>56</sup>. En France, cette dernière est refusée par la Ligue des droits de l'Homme, malgré le rapprochement opéré par le Secours populaire<sup>57</sup>. C'est sans doute en Espagne que la dynamique unitaire du SRI est la plus avancée: le rôle du Secours rouge durant la guerre civile, sur le front comme à l'arrière, est unanimement reconnu et fait du SRI une organisation de première importance pour le camp républicain. Il est à l'initiative de l'unification

---

*volontariat étranger antifasciste durant la guerre d'Espagne (1936-1938)*, Thèse de doctorat d'histoire, Université Paris Sciences et Lettres, 2019, pp. 371-2.

<sup>53</sup> A. Brodiez, *Le rôle structurant des guerres dans la genèse de l'humanitaire communiste*, Quatrième journée Guerre et médecine, Paris, 12 mai 2007.

<sup>54</sup> W. Pieck, *Renforcez l'aide aux victimes du fascisme et de la réaction*, in "La Correspondance internationale", xvii, 11 décembre 1937, 53, pp. 1304-5.

<sup>55</sup> G. Duval, *Vers un Secours populaire mondial unifié*, in "La Défense", 18 novembre 1938, p. 4.

<sup>56</sup> Kolt, *L'unité dans la solidarité*, in "La Correspondance internationale", xvii, 6 novembre 1937, 47, p. 1132.

<sup>57</sup> E. Naquet, *La Ligue des Droits de l'Homme : une association en politique (1898-1940)*, Thèse de doctorat d'histoire, IEP de Paris, 2005, p. 776.

au sein d'une seule et même structure – qui comptera près d'un million de membres – de tous les mouvements de solidarité et d'assistance, à l'exception des anarchistes qui refusent de l'intégrer. Mais la conférence nationale de solidarité, qui se tient à Madrid les 1 et 2 novembre 1938 pour donner naissance à cette nouvelle organisation, est bombardée par l'aviation nationaliste, provoquant de lourdes pertes humaines<sup>58</sup>. Dès lors, comme ne pas voir dans ce tragique événement un symbole annonçant la défaite à venir des républicains et la décomposition prochaine d'un Secours rouge pourtant au faîte de sa puissance?

Au final, les projets les plus audacieux d'unification des mouvements de solidarité, à des échelles nationales comme mondiale, n'aboutissent pas malgré des processus parfois avancés. La dégradation continue du climat international participe également de l'épuisement des mobilisations – notamment en faveur de l'Espagne – et annonce le crépuscule du SRI, dont le déclin s'en trouve aggravé par la déconsidération progressive au sein du Komintern de ses organisations auxiliaires. De même, le climat de terreur et les grands procès staliniens qui touchent l'Union soviétique et l'IC n'épargnent pas le SRI<sup>59</sup>, dont les organes dirigeants sont renouvelés en profondeur à la fin de l'année 1937<sup>60</sup>. Obnubilés par la traque des trotskistes en interne comme dans les organismes unitaires dans lesquels ils siègent, les dirigeants du SRI sont également confrontés aux critiques de certains de leurs partenaires au sujet de la répression en Union soviétique, dont ils justifient la nécessité et le bien fondé<sup>61</sup>.

L'aggravation de la répression anticommuniste à la veille de la Seconde guerre mondiale puis le déclenchement du conflit mettent brutalement un terme à la plupart des activités du Secours rouge international, dont plusieurs sections sont interdites, en France et en Espagne notamment. Le secrétariat du Bureau de Moscou, qui continuait de se réunir, annonce la dissolution du SRI comme organisme international le 23 août 1941 – sa section soviétique, le MOPR, continue cepen-

<sup>58</sup> Ce bombardement provoqua notamment le décès d'Auguste Bonnet (nom d'emprunt du communiste italien Melchiorre Vanni), membre du Comité exécutif du SRI: *Auguste Bonnet n'est plus*, in "La Défense", 24 mars 1939, p. 1.

<sup>59</sup> Le dirigeant français Marcel Cordier, qui siégeait dans le Comité exécutif du SRI depuis le début des années 1930, est par exemple emprisonné durant plusieurs mois.

<sup>60</sup> Wilhelm Pieck prend la présidence du Comité exécutif du SRI en remplacement d'Elena Stassova, « libérée de son travail [...] en raison de son état de santé »: Pieck, *Renforcez l'aide aux victimes du fascisme et de la réaction*, cit., pp. 1304-5.

<sup>61</sup> Voir par exemple cette brochure d'un avocat du SRI: M. Willard, *Le procès de Moscou de Boukharine, Rykov, etc. Comment ils ont avoué*, Bureau d'Éditions, Paris 1938.

dant d'exister jusqu'en 1947. Mais dans plusieurs pays, certaines sections se reconstituent clandestinement pendant la guerre. Animés par des militants communistes, elles donneront naissance à la Libération à de nouveaux mouvements de solidarité qui, à l'image du Secours populaire français, puiseront dans les expériences du SRI et du SOI, tout en développant des structures nationales émancipées de toute tutelle internationale centralisée.

CORENTIN LAHU

Université de Bourgogne Franche-Comté, *corentinlahu@gmail.com*